



ATELIER 24

BILAN ATELIERS ET PERSPECTIVES

10 MARS 1998

COMPTE-RENDU



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



LA RÉGION

Direction Régionale de l'Équipement - 37, boulevard Périer - 13285 Marseille cedex 8 - Tél : 04 91 00 52 47 - Télécopie : 04 91 00 52 20

Site internet : www.paca.equipement.gouv.fr / adresse mèl : shcpv.drepaca@equipement.gouv.fr

ATELIERS RENCONTRES RÉGIONALES DE LA RÉHABILITATION, BILAN ET PERSPECTIVES

Avec à son actif 23 rencontres, l'Atelier Régional PACA compte aujourd'hui huit années d'existence.

Il est nécessairement appelé à porter un regard rétrospectif sur sa démarche et ses travaux pour en prévoir l'évolution éventuelle. Deux bilans ont ainsi déjà été effectués, l'un en octobre 1990 au terme d'une première année centrée sur l'analyse d'opérations de réhabilitation importantes à Marseille et dans les Alpes Maritimes, l'autre en décembre 1993 après 12 ateliers et près de 4 ans d'activité.

Ces bilans ont été l'occasion de réorientations, la première fois vers une approche thématique appuyée sur des exemples concrets, la seconde fois en introduisant plus nettement la dimension «politique de la ville» dans le champ de la réflexion. Ceci avec le souci de préserver l'objectif de lieu de rassemblement d'acteurs, de confrontation d'expériences ainsi que de support à la réflexion globale, aux débats croisés, de nature à faire avancer les idées comme les pratiques.

A l'issue d'une autre période de 4 années et 11 rencontres (décembre 1993-octobre 1997), il a paru utile d'évaluer à nouveau cette formule de rencontre, dans un esprit de recherche d'amélioration et d'adaptation aux attentes des professionnels invités à la faire vivre.

Le présent atelier revêt donc un caractère particulier et propose de débattre librement des orientations qui ont été prises par les ateliers et des ajustements ou corrections qu'elles appellent.

Pour ce faire, il rassemble autour du Comité de pilotage, formé des maîtres d'ouvrage (DRE PACA, Conseil Régional, ARO HLM, CDC) et assisté du CETE Méditerranée et de l'Association Villes et Territoires Méditerranéens, une trentaine d'acteurs du logement, de l'aménagement et de la politique de la ville impliqués dans les ateliers ou participants réguliers.

Le programme

Pour structurer la réflexion collective, l'atelier, animé par Jean-Luc FOURNIER (CETE Méditerranée) propose un programme en deux temps :

- ◆ une introduction et la présentation des éléments de bilan préparés par le CETE Méditerranée (analyse de la fréquentation des ateliers et enquête de satisfaction),
- ◆ un débat en groupes de travail autour des objectifs, du contenu et de l'organisation des ateliers, suivi de la mise en commun des travaux des groupes en vue de tirer les enseignements généraux.

Les intervenants, aux côtés des participants :

* *au nom de la co-maîtrise d'ouvrage* : Yves LASSAIGNE, DRE PACA - Jean-Pierre PERRIN, Conseil Régional PACA - Philippe OLIVIERO, ARO HLM PACA et Corse - Louis PESENTI, CDC

* *pour la restitution des éléments de bilan* : Philippe DIEUDONNE, CETE Méditerranée

* *pour la présidence et la restitution des groupes de travail* : Ph. OLIVIERO, Alain FOUREST (Consultant) pour le groupe 1- JP PERRIN, Salvatore CONDRIO (Sociologue) pour le groupe 2 - Y. LASSAIGNE, Philippe MEJEAN (VTM, Centre Régional de Ressources) pour le groupe 3.

Préambule

Pour rappeler les préoccupations qui les animent à ce stade de l'existence des ateliers, les maîtres d'ouvrage expriment le sentiment partagé que si l'on peut estimer que cette manifestation a à l'évidence répondu à l'attente d'un lieu où mettre en commun des connaissances, des analyses, des idées, il faut continuer de s'interroger sur l'ambition que l'on poursuit, les objectifs que l'on peut se fixer, "le plus" à tirer de cette formule de rencontre.

Contribuer à la production d'un sens commun entre différents milieux (ceux de la recherche, du politique, des techniciens, des usagers,...), également participer à la diffusion des savoir-faire et valoriser les réflexions et les expériences, mais aussi procéder à l'analyse critique de ce qui se fait, au décryptage des procédures, au questionnement des orientations successives. Pren-

dre garde à ne pas risquer de s'en tenir au champ "universitaire" au détriment de la dimension opérationnelle, mais aussi permettre aux ateliers d'apporter leur pierre à un processus de réflexion mené ailleurs. Associer plus largement et concrètement les habitants au débat, attirer davantage d'acteurs de terrain, remobiliser les organismes HLM dans un contexte où l'élargissement de la problématique en fait des opérateurs parmi d'autres mais où leur rôle reste très important, etc... sont autant de composantes d'adaptation des ateliers, à conforter ou à développer dans l'avenir.

Alors que les enjeux urbains évoluent, que des priorités sont réaffirmées, qu'il s'agisse notamment de la lutte contre l'exclusion ou de la relance de la politique de la Ville, les chantiers ne manquent pas.

LA MESURE DE L'IMPACT DES ATELIERS

A l'instar de ce qui avait été entrepris fin 1993, il s'est agi d'alimenter la connaissance de la fréquentation des ateliers d'une part, d'apprécier le degré de satisfaction des participants d'autre part. On trouvera ci-après quelques éléments de bilan rapportés en séance.

Les ateliers, quel public ?

Une analyse de la fréquentation a été réalisée à partir des listes de présence des 11 rencontres tenues entre déc. 1993 et octobre 1997. Elle a ensuite été comparée avec la première période de 12 ateliers (mars 1990-oct 1993).

Ainsi, depuis 1990 on constate que :

- ▶ Les 23 ateliers enregistrent près de 2400 participations. On observe que la période des 4 dernières années totalise davantage de participations que la période précédente (+ 36 %),
- ▶ 1116 personnes différentes ont été identifiées au fil des séances, dont 574 personnes nouvelles dans la deuxième période (mais 330 personnes ne sont pas revenues au cours de ce cycle),
- ▶ 2/3 des personnes n'ont participé qu'à un seul atelier, 8 % en ont suivi trois. La fréquentation en nombre de fois ne se modifie guère d'un cycle à l'autre,
- ▶ L'audience moyenne est d'une centaine de personnes

par séance. Mais la moyenne de participation de la période 93-97 est nettement supérieure à celle de la première (125 pour 85). Au cours de ce cycle, les ateliers ont rassemblé à 5 reprises quelques 150 personnes sur des thématiques larges, telles "précarité" ou "espace public" ou ciblées, telles "copropriétés" ou "centres anciens".

- ▶ Environ 150 organismes, structures ou services différents ont été recensés,
- ▶ Tous les départements de la Région PACA sont représentés, mais très inégalement et 7 participants sur 10 sont originaires des Bouches-du-Rhône. On observe entre les deux périodes une participation croissante de ce département mais aussi une baisse sensible de la représentation du Vaucluse et des Alpes-Maritimes.
- ▶ 5 catégories professionnelles, parmi 11 identifiées, ont dominé la représentation : les bureaux d'études et SEM venant en tête (24 %), les collectivités locales (17%), les organismes HLM (15 %), les services de l'Etat (14,5 %), les établissements d'enseignement et de conseil (12 %).

La période 93-97 se distingue de la première par plusieurs aspects :

- participation accrue des collectivités locales (services et élus, ces derniers plutôt en tant qu'intervenants),
- forte fréquentation des étudiants, incités par les intervenants enseignants et les organismes de formation,
- diminution notable de la participation des organismes HLM, vraisemblablement en lien avec l'élargissement des thèmes.

Enfin, si la présence des services de l'Etat s'affaiblit, celle des bureaux d'études est assez stable.

Les ateliers, quelle perception ?

L'enquête de satisfaction menée par questionnaire et portant sur la période des 4 dernières années (déc 93-oct 97, soit 11 ateliers) a obtenu un taux de réponse voisin de 15 %, sensiblement identique à celui de l'enquête précédente.

Les personnes "candidates"

Parmi les 86 personnes s'étant prêtées à l'exercice, qui totalisent 245 participations, on note que la catégorie professionnelle des bureaux d'études et SEM est particulièrement représentée (1/3 des réponses).

30 % des personnes qui s'expriment ont participé à un seul atelier, 14 % en ont suivi cinq. L'examen des listes de présence de la première période d'ateliers attestent qu'un bon quart des personnes ayant répondu fait partie des assidus des ateliers.

Leurs impressions

- ▶ Elles ont principalement manqué de temps, mais aussi d'information, pour participer davantage aux ateliers.
- ▶ Elles apprécient le type d'organisation actuel des ateliers, mais ne seraient pas hostiles à des aménagements tels que des déplacements sur des sites et davantage de place accordée aux débats, qu'ils soient collectifs ou en sous-groupes.
- ▶ Elles adhèrent pour la plupart à la formule actuelle : un thème, débattu et illustré par la présentation de cas concrets dans et hors de la région, ce qui ne préjuge pas des observations ou attentes d'amélioration qu'elles peuvent avoir à formuler par ailleurs.
- ▶ Pour qualifier l'utilité des ateliers pour leur pratique professionnelle, elles parlent le plus fréquemment d'espace propice à la prise de recul, à l'information, aux

rencontres entre acteurs, aux contacts avec d'autres, à l'échange, qu'il s'agisse de points de vues ou de confrontation d'approches et de méthodes à travers les expériences. Ainsi décrits comme lieux d'échanges, les ateliers sont jugés participer à l'actualisation des connaissances, permettre l'approche des problématiques sous divers angles, ouvrir une réflexion sur les politiques et outils mis en œuvre ainsi que sur les rôles et interventions des différents acteurs.

Leurs souhaits

▶ Sur quatre thèmes proposés pour les prochains ateliers, «la ségrégation dans la ville» et «l'habitat social dans la réhabilitation des centres» sont ceux qui recueillent le plus de suffrages. Les diverses suggestions «libres» pour alimenter le contenu de futurs ateliers font globalement référence à 6 grands thèmes. *On en trouvera le détail en annexe.*

▶ Si les comptes rendus produits sont appréciés, les suggestions insistent fortement sur la nécessité d'une meilleure diffusion, à tout le moins systématique aux participants d'un atelier, présents ou non au suivant. D'autres vont de la production de fiches de synthèse des acquis de l'atelier à l'ajout de documentation, en sus du compte-rendu actuel.

▶ S'agissant des ateliers en général, attacher davantage d'intérêt aux habitants, leur rapports aux quartiers et aux institutions, se garder de multiplier les interventions, allier de façon dynamique débats de fond, analyses de réalisations, présentation d'expérimentations, en quelque sorte veiller au bon dosage réflexion (théorie et distanciation) et action (dimension opérationnelle) sont au rang des souhaits exprimés.

(nota : document complet des 2 analyses remis en séance)

LE REGARD DES PARTICIPANTS, LES ATTENTES POUR DEMAIN

Organisé en trois groupes de travail similaires, le débat autour des orientations données aux ateliers et des évolutions à prévoir en terme d'objectifs, de contenu et d'organisation, a fait l'objet d'une mise en commun des idées exprimées par les participants. On en trouvera ci-après les principaux éléments de synthèse, qui retracent, pour chaque groupe et dans l'ordre de leur restitution, les constats, interrogations ou propositions suscités par la formule de rencontre actuelle.

GROUPE 1

L'émergence d'une certaine frustration

Paradoxalement, les ateliers apparaissent aujourd'hui générateurs de frustrations. En effet, le sentiment est fort d'une distance croissante entre ce qui s'y dit et la réalité du terrain ; une réalité qui interroge pourtant : celle de ces territoires traités où persistent d'importantes difficultés, celle d'une exclusion grandissante alors même que l'on sait de plus en plus de choses, que les analyses sont de plus en plus fines,... Or les ateliers ont quelque peu perdu de vue le besoin d'analyser, de "revisiter", "requestionner" cette réalité.

Trois photos du quartier de Frais Vallon à Marseille, datant de trois époques différentes et montrant la faiblesse des évolutions malgré les procédures HVS, DSQ et DSU engagées, sont venues appuyer le débat.

Pour "revenir sur le terrain", ne faudrait-il pas que les ateliers recentrent plus souvent leurs échanges sur des dossiers précis mettant davantage en évidence les aspects de la mise en œuvre des opérations et se rapprochent en cela des premiers ateliers de la réhabilitation, en sorte que soit développé un esprit critique collectif autour du "faire", c'est à dire autour de l'action que chaque professionnel est amené à conduire une fois les ateliers quittés.

Aussi, sans négliger la nécessité d'approches conceptuelles et globales, un effort est à engager pour revenir sur les pratiques, à partir d'exemples concrets, si possible moins nombreux que ceux qui ont été évoqués dans les derniers ateliers, mais plus précis et mieux analysés au regard des résultats attendus.

La volonté de maintenir l'esprit critique

La liberté de ton était un des atouts et un élément fort des ateliers. La perception actuelle est que cette capacité d'expression et d'autocritique collective a tendance

à s'estomper au profit d'un discours plus convenu, notamment lors de la présentation de réalisations par les institutionnels eux-mêmes qui tend à valoriser leur action au détriment d'une critique objective. Comment aujourd'hui se donner les moyens de maintenir cette liberté d'expression, de restaurer cette dimension d'analyse critique afin d'en tirer parti dans notre pratique quotidienne ?

Les ateliers : quel rôle ?

S'agissant du rôle des ateliers auprès des professionnels et des institutions, en dehors de la question de la capitalisation et de la valorisation des réflexions et expériences, une interrogation récurrente demeure : comment intéresser, impliquer plus directement les décideurs, qui sont de fait peu présents, tels les élus, les responsables d'organismes HLM ou d'autres encore. Comment, à tout le moins, faire en sorte que la richesse des échanges puisse servir et être, sinon directement utilisée, du moins mise à disposition de ces décideurs ?

Par ailleurs, au delà de la fonction d'information, les ateliers ne devraient-ils pas avoir dans certains cas une fonction d'alerte ou d'interpellation, à savoir être aussi un lieu où l'accent pourrait être mis sur des problématiques plus graves ou plus difficiles que d'autres, sur des sujets peu ou pas abordés par les institutions ?

Les ateliers : un lieu de mémoire et de transmission du savoir

Beaucoup de participants aux ateliers sont des anciens de la politique de la ville ou de la réhabilitation et à ce titre ont une expérience solide. De nouvelles générations de professionnels prennent le relais et il apparaît nécessaire d'assurer, sous des formes diverses, la transmission des connaissances et des savoir-faire, ceci dans

le cadre d'un débat collectif. Dans cet esprit, la présence croissante d'étudiants dans les ateliers est à prendre en compte.

Le souci d'un travail préparatoire indispensable

Les participants ont la nette perception que la richesse des ateliers dépend fortement des modes de préparation en amont. Des ateliers qui, au demeurant, sont des rencontres et non des lieux de production de par l'importance de l'assistance.

Pour optimiser le travail préparatoire actuel ainsi que les conditions du débat critique en séance, une réflexion en cours consiste à s'attacher la collaboration du Centre Régional de Ressources pour l'élaboration des ateliers, mais aussi à rechercher une articulation entre les initiatives développées par ce dernier et les ateliers. A titre d'exemple, un certain nombre de thèmes travaillés dans le cadre du centre de ressources au sein de groupes pourraient être présentés et soumis au débat dans les ateliers.

Ouvrir les ateliers à un public plus large

Si le public des ateliers s'est diversifié, du chemin reste encore à faire en direction d'acteurs insuffisamment impliqués aujourd'hui, comme par exemple les fonctionnaires de l'Etat, ceux de l'administration des Collectivités locales, mais aussi comme les travailleurs sociaux et de manière générale ceux qui sont les plus proches du terrain de façon à coller davantage aux réalités concrètes et éviter des discours "entre soi", qui n'auraient que peu de prise sur le terrain.

ATELIER 3

Une validation confirmée

Les ateliers continuent à apparaître aux uns et aux autres comme une "bonne idée" qui doit perdurer, même et y compris si chacun ne peut y assister autant qu'il le souhaiterait ; en cela c'est l'affirmation du bien fondé de leur existence qui s'exprime.

Mais une formule à ajuster

L'enjeu s'est déplacé : plus que dans la mobilisation d'acteurs, c'est dans l'approfondissement des thèmes qu'il se situe désormais : nombre de sujets restent à

creuser, éminemment difficiles, dont il faut prendre la mesure de la complexité et trouver les moyens de traiter cette complexité. Aussi l'échange requiert-il davantage de professionnalisme et si l'idée des ateliers reste bonne, il faut sans doute adapter la formule pour la faire vivre, en réponse précisément à des exigences plus fortes des différents acteurs.

Des objectifs à préserver

L'idée qui préside est bien celle qui consiste à permettre au système d'acteurs qui fait la Ville de se déplacer de son terrain d'action dans un lieu neutre, sans enjeu de pouvoir, pour un temps un peu privilégié d'information, d'échange et de confrontation. Les ateliers doivent reproduire au mieux ce système d'acteurs.

En conséquence, il importe d'une part de procéder à un certain rééquilibrage entre les différentes familles représentées de façon à infléchir notamment l'actuelle sur-représentation des "concepteurs" au détriment des "opérateurs", d'autre part d'impliquer davantage la maîtrise d'ouvrage, notamment la maîtrise d'ouvrage politique ; il en va ainsi des élus et donneurs d'ordre au bon niveau hiérarchique, dont l'absence constitue un handicap.

Il va sans dire que les ateliers tirent leur pertinence de la pluralité des voix qui s'y expriment, du débat contradictoire, également des allers et retours entre pratique et théorie. Ils doivent, et ce n'est pas la moindre des attentes, aider à fabriquer du sens : autant de points auxquels les participants ont souhaité réaffirmer leur attachement en terme d'objectifs à poursuivre.

Quelques pistes d'adaptation concrètes

- il est suggéré de "désinstitutionnaliser" quelque peu les ateliers et introduire davantage de "différences", y compris dans leur conception même, par une ouverture du comité de pilotage à d'autres que les seules grandes institutions régionales.

- il convient de "se donner les moyens de la critique", à savoir travailler plus avant la construction des questionnements à proposer aux ateliers : quelles sont les bonnes questions à traiter collectivement, quelles sont les voies et moyens pour les traiter ? Cette proposition sous-tend d'évidentes exigences en terme de conduite des ateliers : le travail d'animation doit lui aussi être davantage exercé qu'il ne l'est aujourd'hui.

- s'ils doivent "avoir de la tenue", supposant de faire preuve de technicité, de professionnalisme dans leur préparation, leur conduite et leur suite, les ateliers font aussi appel à la notion de "plaisir" dans la mesure où l'on s'y rend uniquement par choix : ils doivent rester un moment d'agrément. Dans ce sens, il convient de veiller à leur conserver cette vertu.

ATELIER 2

Des objectifs réitérés

Les ateliers sont validés dans leur format actuel, avec la conservation de l'exercice théorico-pratique, mais avec aussi les ajustements déjà évoqués dans les autres groupes comme la place à ménager au débat et des interventions mieux "cadrées". Ils sont aussi validés dans les objectifs de participation à la constitution d'une culture commune, d'une mémoire collective, d'une continuité. Néanmoins, l'accent est particulièrement mis sur deux éléments forts auxquels les ateliers peuvent tenter de contribuer :

- aider à la décision pour les commanditaires et les opérateurs à travers le questionnement des expériences et le décryptage des procédures,
- donner des clés de lecture des stratégies existantes et travailler, dans nos échanges collectifs, à rechercher des cohérences, ce qui implique du même coup de travailler sur les contradictions qui peuvent se révéler.

Des suggestions concrètes

Du point de vue de la méthode, le groupe a tenté d'imaginer comment faire évoluer les futurs ateliers, ceci autour de trois termes :

- Plus de décentralisation

Des lieux tournants pour les rencontres devraient être envisagés, afin de favoriser la mobilisation d'un public plus large, tant du point de vue de sa composition, qu'il s'agisse des décideurs locaux ou des acteurs de terrain, que de sa diversité géographique, palliant ainsi la suprématie évidente des Bouches du Rhône et de Marseille. Ceci sans compter l'intérêt que peut représenter le contexte des interventions des acteurs.

- Plus de programmation

Il s'agirait d'une programmation annuelle en restant sur le principe de trois ateliers par an, qui supposerait

une réflexion préalable sur le contenu, la continuité et les articulations entre ces trois ateliers. Certains thèmes méritant d'être traités sur plusieurs séances, des thèmes adjacents pouvant trouver des complémentarités, de même que des équipes de conception ou de réalisation, la matière ne manque pas pour une programmation qui gagnerait à être plus soignée.

- Plus d'articulation

Sachant que les ateliers ont été, dans ce groupe également, bien identifiés comme un espace d'échange et de réflexion dans lequel les deux dimensions théorique et pratique doivent se côtoyer, l'articulation recouvre plusieurs aspects :

- ce peut être celle entre les ateliers et d'autres exercices. En ce sens, il faut trouver une articulation des ateliers à la fois avec une recherche plus fondamentale ou plus transversale pouvant faire l'objet de séminaires organisés par ailleurs et, dans un esprit plus didactique, avec des visites de terrain.

- une autre articulation peut être recherchée à l'intérieur même des ateliers, autour de la préparation et du suivi. Une préparation plus fouillée devrait permettre notamment d'éviter la critique de certains d'un aspect parfois trop monographique des présentations.

Bien partir d'expériences de terrain ou de thématiques particulières, mais faire émerger dans la phase préparatoire les questions clés ; ne pas négliger l'aspect monographique, qui peut rester indispensable pour nombre de participants et contribuer à la compréhension des évolutions de situations et de réflexions, mais pouvant être utilement préparé et diffusé en amont ou en parallèle. Le travail de préparation doit de fait permettre de ne pas se priver des aspects contextuels des questions posées mais garder aux ateliers leur caractère d'espace de critique et de débat.

Il serait également souhaitable de mieux travailler le suivi, réfléchir aux retombées que peuvent avoir les ateliers, en terme d'accueil ultérieur sur des sites, de publication des actes, mais aussi éventuellement de publications spécialisées sur tel ou tel thème qui le nécessiterait.

Cette recherche d'articulation interne (amont-aval) et externe peut bénéficier du concours du Centre régional de ressources, voire d'autres structures.

Des thèmes à aborder

Bien que la question des thèmes n'ait pu être approfondie, plusieurs aspects ont été relevés comme devant être davantage pris en compte tels :

- la dimension méditerranéenne et européenne de la région PACA et les comparaisons de problématiques et d'expériences,
- les questions ayant trait non pas seulement à la conception, mais aussi à la stratégie et la programmation urbaines.

Garder des thèmes transversaux, poursuivre l'interrogation des procédures et l'évaluation des politiques publiques figurent également parmi les souhaits des participants, tout comme celui d'aborder des thèmes tels que les transports et déplacements, les services (réellement) rendus, etc, et d'insister sur des préoccupations quotidiennes.

S'agissant des thèmes, il sera noté par ailleurs dans le débat final que la réhabilitation reste un domaine majeur sur lequel il y a à travailler et s'interroger, en tant que telle et en relation avec la démarche de projet urbain dans son acception la plus large.

En conclusion

Le débat final a permis d'acter les attentes communes, qui vont nettement dans le sens d'une plus grande utilité collective des ateliers tout en préservant les atouts et spécificités qui ont pu les faire qualifier de "moments originaux".

□ Parmi les commentaires qui ont étayé les constats restitués, il sera observé que ce qui a pu faire perdre de leur esprit critique aux rencontres tient essentiellement à une conception des ateliers souvent centrée sur la valorisation des politiques et des compétences (par la présentation de la "bonne" expérience, de la "bonne" méthode), ce qui peut se concevoir du point de vue didactique, mais sans suffisamment passer de la valorisation à la qualification, à l'évaluation.

C'est bien cette dimension " d'élucidation collective" qui est en cause quand est souhaité le décryptage de situations ou de stratégies, une meilleure analyse des

méthodes et des pratiques à travers les opérations présentées. Et si certains ont davantage mis l'accent sur une nécessité de "remettre le terrain au centre", il ne s'agit à l'évidence pas d'une préoccupation opposée. Le souhait d'une phase de travail préalable déclinant les enjeux des ateliers et les questionnements pertinents à proposer, est aussi une façon d'éviter aux échanges d'expériences un caractère trop narratif et de retrouver l'analyse critique.

Cela étant, parallèlement aux attentes des publics des ateliers, il importe également que les maîtres d'ouvrage positionnent leurs objectifs communs et les attentes propres à chacun d'eux.

□ Parmi les propositions complémentaires qui ont pu être formulés, figure celle selon laquelle les ateliers pourraient aborder des problématiques émergentes, des questions que se posent les acteurs sans que l'on dispose encore d'expériences abouties,... Cela suppose un travail à l'amont, par le biais de groupes de travail qui les aurait étudiées, une fois identifiées. A cet égard, comme dans la construction des ateliers de l'amont à l'aval, le lien avec le Centre de ressources peut être trouvé.

De plus, des modalités d'échanges avec d'autres professionnels et structures devraient être recherchées ; à titre d'exemple ont été citées l'Université du citoyen où se retrouvent des habitants qui débattent de leur vie quotidienne, ou encore le réseau européen de bailleurs sociaux intervenant dans des quartiers en difficulté, qui s'interroge sur les services aux habitants et sur les modes de gestion dans ces quartiers en crise.

Au total, si les ateliers sont une "vraie bonne idée" qui emporte l'adhésion, leur poursuite mérite un repositionnement qui relève d'exigences plus fortes pour donner à connaître, à échanger, à réfléchir et à débattre sans concession, au plus près des vraies questions, au plus près de la réalité de ce qui se produit sur le terrain, ce qui a pu faire dire à quelqu'un "donner de la visibilité sur ce qui se fait, donner à réfléchir sur ce qu'on fait" et que d'autres ont appelé "donner du sens".
